

ARRETE DU MAIRE

OBJET : TRAVAUX de GOUDRONNAGE sur la voirie communautaire

Chemins du Vallon, de la Croix-Rouge, des Rotisses, des Grandes Bruyères, du Chanet pour partie.

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande de l'entreprise BUFFIN d'Ampuis pour le compte de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux de goudronnage et assurer la sécurité de la circulation automobile et piétonnière ainsi que des ouvriers, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

Le Maire de la Commune de SAINT-PRIM

ARRETE

Article 1 : la circulation sera temporairement réglementée sur les Chemins du Vallon (VC 8), de la Croix-Rouge (VC 9), des Rotisses (VC 11), des Grandes Bruyères (VC 10) et du Chanet (VC 3) pour partie dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable à partir du mercredi 8 octobre 2008 et ce jusqu'à la fin des travaux.

Article 2 : la circulation des véhicules sera interdite sur ces chemins. Les déviations se feront soit par la route des Roches, la rue du Village, la Route de Vienne, la rue des Crêtes, le chemin du Chataignier.

Article 3 : La signalisation du chantier (jours et nuits) sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle de l'entreprise BUFFIN d'Ampuis. Une signalisation spécifique pour la circulation des piétons, l'accès des riverains et le service de collecte des ordures ménagères devra être mise en place en cas de nécessité.

Article 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Le Maire, l'entreprise responsable des travaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Saint-Prim, le 8 octobre 2008.

Le Maire
P. BARRAUD